

DOCUMENT DE TRAVAIL

DT/97/05

Petites entreprises et missing-middle à Antananarivo

Sarah MARNIESSE
Jean-David NAUDET

Petites entreprises et missing-middle à Antananarivo

Sarah Marniesse et Jean-David Naudet

Résumé

Table des matières

Introduction.....	5
1. Le poids des petites entreprises dans l'économie d'Antananarivo.....	7
1.1. Mise en valeur d'un ensemble de petites entreprises homogène.....	7
1.1.1. Définition d'un segment homogène de petites entreprises.....	7
1.1.2. Le poids des petites entreprises dans l'économie.....	9
a) Emploi.....	9
b) Valeur ajoutée et revenu.....	12
2. Caractéristiques des petites entreprises.....	13
2.1.1. Niveau de formalisation.....	13
a)1. Entreprises individuelles.....	13
2.1.2. Branches et activités.....	14
a) Répartition par branche.....	14
b) Activités des petites entreprises.....	15
2.1.3. Profil du personnel.....	16
a) a/ L'ensemble du personnel.....	16
b) Les cadres.....	17
c) Les patrons.....	18
3. La dynamique des petites entreprises.....	19
3.1. La croissance des entreprises.....	20
3.2. Les déterminants de la croissance des petites entreprises.....	21
3.3. De la micro à la petites entreprise.....	26
Conclusion.....	27
Bibliographie.....	29

Table des illustrations

Tableau 1: Caractéristiques des entreprises d'Antananarivo selon leur taille.....	8
Tableau 2: Cadrage général de l'emploi non agricole à Antananarivo (hors administration).....	9
Tableau 3: Salariés réguliers par taille d'entreprise à Antananarivo (hors primaire et administration)	10
Tableau 4: Nombre d'entreprises régulières non agricoles à Antananarivo.....	10
Tableau 5 : Valeur ajoutée du secteur secondaire à Antananarivo en 1994.....	12
Tableau 6 : Niveau de formalisation des petites entreprises industrielles à Antananarivo	13
Tableau 7: Caractéristiques du personnel selon la taille d'entreprise (emploi secondaire et tertiaire à Antananarivo).....	16
Tableau 8 : Niveau d'études des cadres des petites, moyennes et grandes entreprises	18
Tableau 9 : Emploi des actifs occupés de niveau d'éducation supérieur.....	18
Tableau 10 : Echantillon des entreprises enquêtées sur leur dynamique	19
Tableau 11 : analyse de la variance de la création annuelle d'emplois, du taux de croissance annuel, et du taux de croissance annuel de l'emploi calculé sur 4 ans.....	22
Tableau 12 : Croissance selon l'âge de l'entreprise.....	23
Tableau 13 : Création d'emploi selon la taille lors du démarrage de l'entreprise	24
Tableau 14 : Création d'emplois selon le niveau scolaire du chef d'entreprise	25
Tableau 15 : Création d'emplois selon la branche d'activité	25
Tableau 16 Taille des petites entreprises à leur création et au moment de l'enquête Analyse réalisées sur les entreprises ayant 4 ans et plus.....	26
Graphique 1 : Répartition des entreprises par taille à Lima et à Antananarivo	11
Graphique 2 : Effectif et emploi par taille d'entreprise	11
Graphique 3: Répartition de l'emploi par branche et taille d'entreprise	14

Introduction

A.Marshall, en entreprenant de prolonger l'analyse néoclassique de la firme dans le long terme, a abouti à une vision très dynamique du tissu entrepreneurial. Partant du principe que les firmes sont en mesure de profiter d'économies d'échelle à la fois internes et externes, il en déduit qu'elles se développent lentement mais sans aucune limite apparente, au fur et à mesure que la branche se développe elle-même. Les firmes naissent petites et croissent régulièrement, les micro-entreprises représentant ainsi un vivier d'où émergent des firmes plus grandes¹.

A l'évidence, les études empiriques menées depuis une cinquantaine d'années traduisent une réalité plus complexe que celle du schéma marshallien d'expansion régulière. En particulier, de nombreuses études (Hart et Prais (1956), Simon et Bonini (1958), Mansfield (1962) et, plus récemment, Evans (1987)) ont mis en avant les relations entre le taux de croissance des entreprises et leur taille (contrairement à la loi de Gibrat qui postule que ces données sont indépendantes) ou leur âge.

En ce qui concerne les pays africains, les travaux sur le tissu entrepreneurial évoquent souvent l'existence d'un « Missing-Middle » (Kilby, 1970), qui semble aller à l'encontre de la dynamique marshallienne. Ce « chaînon manquant » d'entreprises, qui n'est défini de manière précise dans aucun des textes qui le décrivent, traduit toutefois l'idée d'un nombre très réduit de Petites et Moyennes Entreprises industrielles, entre les très nombreuses microentreprises et les grandes entreprises modernes.

Il pourrait trouver une explication dans les schémas de la dynamique des entreprises. Conformément aux résultats des travaux précédemment évoqués, les analyses sur les pays en voie de développement ont en général confirmé l'existence d'une liaison inverse entre croissance et taille de l'entreprise, mais surtout d'une liaison également de sens inverse entre la croissance de l'entreprise et son âge (Liedholm et Macpherson (1991), Liedholm et Mead (1993), Chuta (1990), Cortes, Berry et Ishaq (1987)). Ces liaisons pourraient impliquer l'existence d'un seuil au delà duquel chaque entreprise ne grossit plus, et fournir ainsi une explication à la faiblesse du segment d'entreprises intermédiaires, si l'on introduit l'hypothèse supplémentaire que peu d'entreprises sont créées avec six actifs et plus dans les pays en voie de développement. Cela est

¹ Notons que les apports marshalliens sont un peu plus complexes que ne le laisse supposer la vulgarisation économique. Marshall envisage en effet l'entrée sur le marché de firmes de taille importante, et ses conséquences. Comme il postule l'existence d'économies externes, les firmes les plus importantes seraient favorisées, ce qui modifierait ainsi la répartition des tailles des firmes de la branche. En effet, un entrant de plus grande taille peut toujours faire mieux que la firme marginale (dont le coût moyen minimum détermine le prix d'offre de long terme). Mais Marshall se tire de cette difficulté par une analogie biologique, prétendant que les firmes traversent des cycles d'énergie et d'initiative pour les affaires et sont ainsi incapables de tirer profit de façon permanente des coûts décroissants. Cette « sénilité finale » les conduit à disparaître et mourir. (cf M.Blaug, *La pensée économique, Origine et développement*, Cambridge Economica, 4^eed. 1986)

confirmé par la plupart des analyses qui concluent que la dynamique des micro-entreprises va rarement au-delà d'un seuil de six actifs

Différents travaux apportent une justification théorique à l'existence de ce seuil. Ainsi Jovanovic (1982) et Kilby (1987) insistent sur le rôle et les caractéristiques de l'entrepreneur, déterminant dans la trajectoire d'une micro-entreprise. Un autre courant met l'accent sur les entraves à l'expansion des firmes que constituent des réglementations et une fiscalité inadaptée (De Soto). D'autres insistent sur le manque de capitaux locaux, peu orientés vers des investissements à des fins productives. Enfin, des analyses socio-anthropologiques, ou des écoles comme celle de l'économie des conventions (Favreau 1995), dans une approche très différente, expliquent le missing middle par des éléments spécifiques sortant de la rationalité ordinaire du comportement économique tels que la nécessité de redistribution (qui s'oppose à la croissance des micro-entreprises) et l'existence de réseaux de soutien (qui permet le maintien des grandes entreprises).

Toutefois, le Missing-Middle, s'il rencontre un certain nombre de justifications théoriques, ne peut en aucun cas apparaître comme un trait caractéristique des économies africaines. Il demeure un objet flou, sans contours précis, et sans référence récente. Certains vont même jusqu'à affirmer qu'il ne serait qu'un artéfact statistique, tel B.Savoie, qui défend la thèse d'une non-spécificité du tissu industriel des pays en voie de développement par rapport à celui des pays occidentaux. Dans les pays occidentaux, en effet, l'essentiel des petites et moyennes entreprises se situent dans les secteurs du commerce et des services et non dans l'industrie. Or, dans ces secteurs, il existerait selon B.Savoie, en Afrique et plus généralement dans les pays en voie de développement, un réel tissu de petites et moyennes entreprises, si l'on convient d'adopter des critères de taille à l'échelle de ces économies.

En Afrique, les entreprises intermédiaires seraient des hôtels, des commerces de détails, des pharmacies, des garages automobiles, des agences de voyages, constitués d'un effectif compris grosso modo entre 6 et 20 salariés. Elles échapperaient à l'observation statistique étant trop grandes pour entrer dans le champ des enquêtes sur le secteur informel, mais aussi trop petites pour remplir une déclaration administrative. Elles représenteraient pourtant, en réalité, un poids comparable à celui observé dans les pays industrialisés.

Ainsi, un certain nombre de réserves sur la pertinence du concept de Missing-Middle nous invite à le reconsidérer dans le cadre d'analyses statistiques plus complètes, qui utilisent toutes les données disponibles pour conclure sur la réalité du phénomène. Cette étude est une contribution à la connaissance du segment intermédiaire des petites entreprises, à travers l'exemple très particulier d'Antananarivo. Une première partie, qui repose sur l'analyse de différentes bases de données déjà constituées, tente de définir le segment intermédiaire d'entreprises et d'en évaluer le

pois dans l'ensemble de l'activité de la capitale malgache. Les principales caractéristiques de ces entreprises intermédiaires -niveau de formalisation, type d'activité, caractéristiques du personnel- sont analysées dans une seconde partie. Une troisième partie, basée sur une enquête spécifique, traite de la dynamique des micro et petites entreprises d'Antananarivo. En conclusion, on tentera de déterminer comment cette analyse de cas s'inscrit dans les précédentes constatations empiriques et justifications théoriques présentées en introduction.

1. Le poids des petites entreprises dans l'économie d'Antananarivo

Ce cadrage s'est principalement appuyé sur les enquêtes effectuées par le projet MADIO portant sur les années 1994 et 1995 (enquête emploi sur Antananarivo² source principale de cette partie de l'étude, qui interrogeait les actifs occupés sur la taille de l'entreprise qui les employait, enquête sur le secteur informel à Antananarivo³, recensement industriel sur l'ensemble du territoire⁴) ainsi que sur des sources d'informations annexes (enquête permanente auprès des ménages 1993⁵, fichiers nationaux d'entreprises⁶). L'essentiel de l'analyse provient de l'exploitation de l'enquête emploi qui demandait aux individus des ménages de décrire les caractéristiques de leur emploi, mais aussi de l'entreprise dans laquelle ils travaillaient. L'utilisation d'enquêtes ménages pour analyser les caractéristiques des petites entreprises a jusqu'à présent été peu explorée. Pour cette raison, les données obtenues ont été recoupées, avec des résultats satisfaisants, avec des informations issus d'enquêtes entreprises, telle que le recensement industriel de Madagascar.

1.1. Mise en valeur d'un ensemble de petites entreprises homogène

1.1.1. Définition d'un segment homogène de petites entreprises

Cette première partie de l'étude se propose d'analyser, du point de vue de l'emploi, le « secteur intermédiaire » des entreprises, situé entre les micro-entreprises et les grandes entreprises. Encore faut-il donner un contenu précis à ces notions, respectant le plus possible l'homogénéité

² Cette enquête, phase I de l'enquête 1-2-3, réalisée en 1995, a porté sur 2560 ménages, 12150 individus et 5500 actifs occupés.

³ Cette enquête, phase II de la même enquête 1-2-3, effectuée en 1995, a porté sur 1020 unités de production informelle, définies comme des unités de production non enregistrées au registre statistique, ou enregistrées mais ne possédant pas de comptabilité.

⁴ Ce recensement dont le champ est l'ensemble du secteur secondaire, portait sur l'exercice 1994.

⁵ Cette enquête menée à mené en 1993, a porté sur 4500 ménages sur l'ensemble du pays.

interne des groupes étudiés. Le point de vue adopté définit déjà le critère de segmentation des entreprises qui sera le nombre d'employés total (y compris non salariés et temporaires). Seules les bornes des différentes catégories d'entreprises restent à déterminer.

Il existe, en matière de taille d'entreprises, une classification internationale, utilisée notamment par le BIT identifiant les micro-entreprises en dessous de 10 personnes, les petites entreprises entre 10 et 50 personnes, les moyennes entreprises entre 50 et 500 personnes, les grandes entreprises au-dessus de 500 personnes. Cette subdivision, valable en principe autant pour les pays en développement que pour les pays industrialisés, peut toutefois être aménagée au cas particulier de certains pays.

Le tableau suivant donne certaines caractéristiques des entreprises d'Antananarivo selon leur taille.

Tableau 1: Caractéristiques des entreprises d'Antananarivo selon leur taille

Nombre d'emploi	Proportion d'entreprises enregistrées (secteur secondaire)	Proportion d'entreprises ayant une comptabilité (secteur secondaire)	Proportion de salariés dans l'emploi total (dont bénéficiant d'un salaire fixe)	Revenu global moyen tiré de l'activité dans l'entreprise (fmg/mois 1er semestre 1995)
1 personne	5%	0%	0% (dont 0%)	65.000
2 personnes	11%	0.5%	18% (dont 1%)	61.000
3-5 personnes	36%	4%	34% (dont 23%)	62.000
6-10 personnes	63%	15%	64% (dont 42%)	71.000
11-20 personnes	84%	46%	87% (dont 69%)	83.000
21-50 personnes	98%	90%	93% (dont 76%)	92.000
51-100 personnes	100%	100%	99% (dont 88%)	106.000
+ 100 personnes	100%	100%	99% (dont 90%)	115.000

Sources : Enquête emploi, Enquête secteur informel, Recensement industriel MADIO.

Alors que la caractéristique de tenue d'une comptabilité inciterait à inclure les entreprises de 6 à 10 actifs dans le segment des microentreprises, celles d'enregistrement et de proportion de salariés dans la main d'oeuvre conduiraient plutôt à modifier en partie la segmentation usuelle en excluant les entreprises de 6 à 10 personnes de la catégorie des microentreprises. En outre, ce tableau nous invite à ne pas distinguer entre moyennes et grandes entreprises (peu nombreuses). On opte ainsi pour la subdivision suivante en trois catégories d'entreprises, que l'on utilisera dans le reste de l'analyse :

⁶ Un certain nombre d'institutions gèrent des fichiers d'entreprises dans le cadre de leurs activités. C'est le cas de l'INSTAT (fichier d'enregistrement des entreprises), de la CNAPS (fichiers cotisants), du Ministère de l'industrie (fichiers des entreprises industrielles), et d'une société privée (MINAS), qui publie annuellement un annuaire professionnel.

- les micro-entreprises employant entre 1 et 5 personnes, très majoritairement informelles, non enregistrées et sans comptabilité, participant très faiblement au salariat et au revenu moyen modeste;
- les petites entreprises employant entre 6 et 50 personnes, très majoritairement enregistrées mais fréquemment sans comptabilité formelle, donnant une large place au salariat (bien que souvent rétribué à la tâche), et dont les revenus moyens sont supérieurs à ceux des micro-entreprises;
- les moyennes et grandes entreprises entièrement formelles, où le salaire fixe est le mode quasi-exclusif et dont les revenus moyens sont les plus élevés.

1.1.2. Le poids des petites entreprises dans l'économie

a) Emploi

L'analyse porte sur l'emploi non agricole et non administratif et ne considère que les emplois principaux.

A partir des enquêtes exploitées, on peut dresser un cadrage général de l'emploi non agricole à Antananarivo en distinguant 5 types d'emploi : les emplois auprès des ménages, les emplois irréguliers⁷ de toutes sortes considérés comme des emplois indépendants, les emplois réguliers dans des micro-entreprises, les emplois réguliers dans des petites entreprises et les emplois réguliers dans des moyennes et grands entreprises.

Tableau 2: Cadrage général de l'emploi non agricole à Antananarivo (hors administration)⁸

	Secondaire		Tertiaire		Total	
Emploi auprès des ménages	500	0.5%	35.000	17%	35.500	10%
Emplois irréguliers	38.000	30%	40.500	19%	78.500	23%
Micro-entreprises	33.000	26%	91.000	43%	124.000	37%
Petites entreprises	23.000	18%	31.000	15%	54.000	16%
Moy. et Grandes entreprises	33.000	26%	13.000	6%	46.000	14%
Total	127.500	100%	210.500	100%	338.000	100%

Source : Enquête emploi, enquête secteur informel, recensement industriel MADIO.

Le tableau ci-dessus donne la mesure de l'importance du secteur des petites entreprises sur le marché du travail d'Antananarivo. Elles emploient, de manière régulière, 54.000 personnes, soit 16% des actifs occupés de la capitale et le quart des travailleurs réguliers dans les entreprises. Certes les micro-entreprises sont à Antananarivo, comme dans la plupart des pays en voie de développement, au premier rang de la création d'emplois, mais les petites entreprises sont loin de

⁷ Ont été considérés comme travailleurs irréguliers, les personnes déclarant avoir un emploi irrégulier et percevoir une rémunération irrégulière

jouer un rôle négligeable, employant globalement plus de personnes que les moyennes et grandes entreprises, peu présentes dans le secteur des services.

Tableau 3: Salariés réguliers par taille d'entreprise à Antananarivo (hors primaire et administration)²

	Salariés réguliers	
Micro-entreprises	27.500	23%
Petites entreprises	45.000	38%
Moyennes et grandes entreprises	45.500	39%
Total	118.000	100%

Source : Enquête emploi MADIO

Si l'on restreint l'analyse aux emplois réguliers, les petites entreprises emploient près de 40% des salariés de la capitale, soit presque autant que les moyennes et grandes entreprises.

L'importance des petites entreprises se mesure non seulement en termes d'emplois créés mais également en fonction de leur nombre dans l'ensemble du tissu entrepreneurial.

Tableau 4: Nombre d'entreprises régulières non agricoles ¹⁰ à Antananarivo¹¹

	Secondaire	Tertiaire	Total
Micro-entreprises	18.000 (90%)	53.500 (95%)	71.500 (93%)
Petites entreprises	1.600 (8%)	2.600 (4.6%)	4.200 (5.6%)
Moy. et grandes entreprises ¹²	300 (2%)	150 (0.4%)	450

Enquête emploi, enquête secteur informel, recensement industriel MADIO, fichiers d'entreprise

Les études antérieures effectuées sur des pays africains¹³ ont généralement fait état de 2% à 4% (voire moins) d'entreprises de plus de cinq actifs dans l'ensemble des entreprises de moins de 50 actifs. En revanche, les analyses réalisées sur Antananarivo ont donné des résultats assez proches de ceux de la plupart des pays européens (les pays de la communauté comptent en moyenne 92% de microentreprises, définies par un nombre de salariés inférieur à 10, et 7% de petites et moyennes entreprises).

Une comparaison de la structure entrepreneuriale d'Antananarivo avec celle d'une autre capitale de pays en développement est très difficile étant donnée la rareté des informations disponibles sur la répartition des entreprises par taille qui ont été obtenues à partir d'enquêtes sur les ménages, seules capables de mesurer convenablement les entreprises de très petites taille.

⁸ Emplois principaux seulement.

⁹ Emplois principaux seulement.

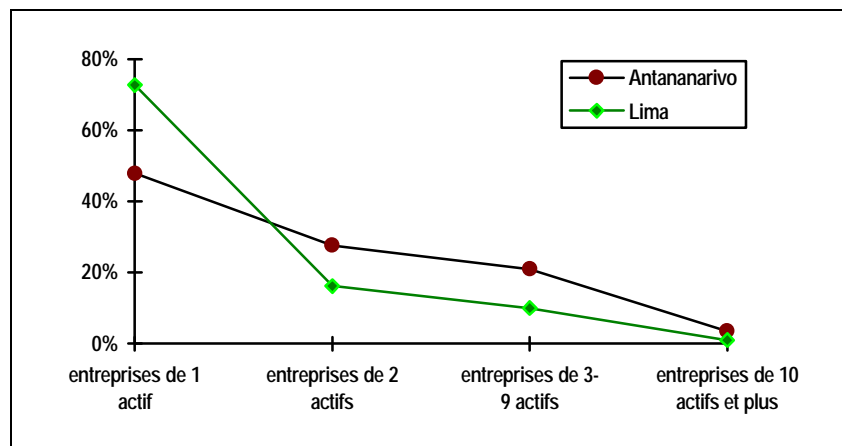
¹⁰ Les indépendants travaillant de manière irrégulière n'ont pas été considéré comme des micro-entreprises. Seules les entreprises découlant de l'analyse des emplois principaux sont reprises ici.

¹¹ L'enquête ménage ne permet pas de connaître le nombre d'entreprises. Celui-ci est connu pour le secteur secondaire à partir des enquêtes entreprises. Pour le secteur tertiaire et pour les entreprises en dessous de 100 personnes, les effectifs moyens par entreprise d'une tranche d'emploi trouvé dans les différentes enquêtes entreprises ont été appliqués à l'emploi de cette tranche issu de l'enquête ménage (par exemple la taille moyenne des entreprises de 3-5 personnes est 3.45, celle de 6-10 personnes est 7.65, etc...). Pour les entreprises de plus de 100 personnes, les fichiers entreprises permettent d'inventorier précisément ces dernières.

¹² Il s'agit d'entreprises ayant leur siège à Antananarivo, mais pas la totalité de leur emploi.

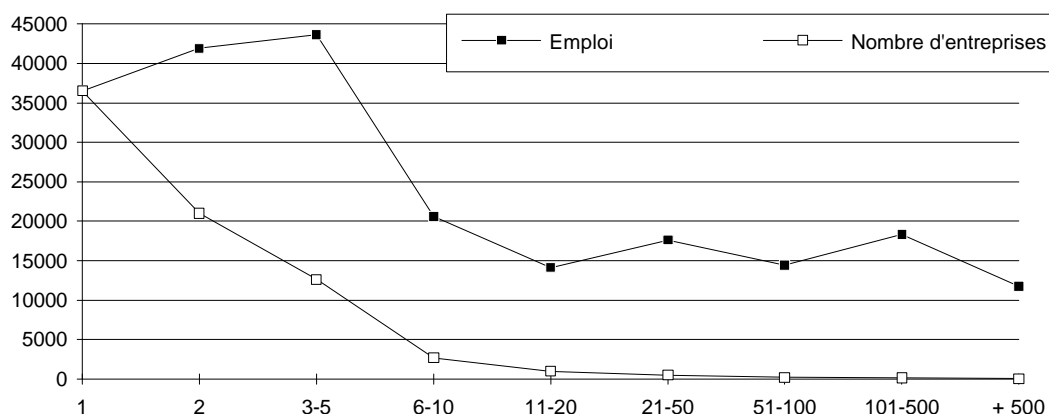
Une enquête de ce type a été mise en oeuvre au Pérou en 1994 (Encuesta nacional sobre medicion de niveles de vida, CUANTO S.A.). La répartition par taille des entreprises de la capitale, qui ressort du schéma ci-après, se différencie nettement de celle de la capitale malgache par une courbe plus heurtée, du fait d'un nombre beaucoup plus élevé d'entreprises de 1 actif.

Graphique 1 : Répartition des entreprises par taille à Lima et à Antananarivo



Bien que le phénomène de missing middle ne soit pas précisément défini, que ce soit par un pourcentage maximum de petites entreprises dans l'ensemble du tissu industriel, ou par un pourcentage d'emplois créés dans ce segment d'entreprises, **les bilans de l'emploi et du nombre d'entreprises tendraient à démentir, pour le cas d'Antananarivo, l'existence d'un chaînon manquant dans la distribution des entreprises par taille.** En fait, on remarque au contraire une certaine continuité de la distribution des emplois et des entreprises par taille, semblable à celle que l'on trouve dans les pays occidentaux.

Graphique 2 : Effectif et emploi par taille d'entreprise



¹³ pour l'Afrique anglophone, Liedholm et Mead (1993), pour la Sierra Leone, Chuta et Liedholm (1985), pour le Nigéria, Aluko (1972), pour l'Égypte, Davies et alii (1984), pour la Zambie, Milimo et Fisseha (1986)

L'emploi par tranche de taille d'entreprise se stabilise, compte tenu des tranches retenues, autour de 15.000 à partir du seuil des petites entreprises (au-dessus de 5 personnes), ce qui représente un nombre élevé d'actifs dans les petites entreprises. En outre, le nombre d'entreprises décroît régulièrement en parcourant l'échelle des tailles d'entreprises.

b) Valeur ajoutée et revenu

L'importance des petites entreprises dans l'emploi ne renseigne que partiellement sur leur poids dans l'économie. Il est difficile à partir des informations disponibles d'appréhender globalement le poids économique des petites entreprises. En revanche on peut, grâce au recensement industriel, évaluer leur contribution à la valeur ajoutée dégagée par le secteur secondaire à Antananarivo et également estimer leur contribution globale sur la capitale à la distribution de revenus pour les ménages.

Tableau 5 : Valeur ajoutée du secteur secondaire à Antananarivo en 1994¹⁴

	Valeur ajoutée (millions fmg)	%	VA par tête (1000 fmg/an)
Micro-entreprises et travailleurs irréguliers	115.000	26%	1.500
Petites entreprises	95.000	21%	4.300
Moyennes et grandes entreprises	240.000	53%	7.500
Total	450.000	100%	

Sources : Enquête emploi, enquête secteur informel, recensement industriel MADIO

Les petites entreprises représentent donc environ un cinquième de la valeur ajoutée du secteur secondaire à Antananarivo. Pour les services ce pourcentage est probablement notablement plus élevé du fait d'une relative plus grande importance des petites entreprises par rapport aux moyennes et grandes entreprises. Par ailleurs, la valeur ajoutée par tête dans les petites entreprises apparaît précisément située entre celle des micro-entreprises et celle des moyennes et grandes entreprises.

Si l'on observe les revenus distribués par les entreprises (enquête emploi), on retrouve la même proportion de 20% des revenus qui seraient distribués par les petites entreprises. Ce chiffre est une nouvelle fois à interpréter avec prudence, notamment car les déclarations de gain des

¹⁴ Le tableau est construit de la façon suivante : l'enquête phase 2 (secteur informel) et le recensement industriel permettent d'obtenir pour chaque taille et type d'enregistrement des entreprises une valeur ajoutée moyenne par tête. Ces valeurs sont ensuite appliquées aux effectifs de l'emploi donnés par la phase 1 (tableau 2). De plus, l'enquête secteur informel porte sur le milieu d'année 1995, alors que le recensement industriel porte sur l'exercice 1994. Aussi, les données de la première ont été déflatées de manière uniforme par le taux de croissance des prix à la production du secteur secondaire calculé par la comptabilité nationale (+ 45%). Les résultats ne sont à nouveau que des estimations d'ordre de grandeur.

ménages apparaissent notablement sous-estimées par rapport au recoupement que l'on peut faire à partir des données d'entreprises.

2. Caractéristiques des petites entreprises

Une fois mise en évidence l'importance du segment de la petite entreprise dans la capitale malgache, il reste à en isoler les caractéristiques majeures en termes de niveau de formalisation, branches d'activité et profil du personnel.

2.1.1. Niveau de formalisation

Le niveau de formalisation des petites entreprises a été analysé à partir de trois critères : l'enregistrement statistique, l'existence d'une comptabilité formelle écrite (même sommaire) et la forme juridique.

On peut dresser le bilan suivant sur les petites entreprises industrielles à Antananarivo.

Tableau 6 : Niveau de formalisation des petites entreprises industrielles à Antananarivo

	Secteur informel		Secteur formel	
	Non enregistrées	EI* enregistrées sans comptabilité	EI enregistrées avec comptabilité	Sociétés
Nombre d'entreprises	470	630	270	230
Total	1100		500	

Source : Recensement industriel, enquête secteur informel MADIO

a)1. Entreprises individuelles

Près de 70% des petites entreprises industrielles, qui représentent un peu plus de la moitié de l'emploi, appartiennent donc au secteur informel, entendu comme ensemble des entreprises qui sont non enregistrées ou sans comptabilité. Ce chiffre peut paraître important, mais il ressort surtout de l'analyse que les petites entreprises déclinent tous les niveaux de formalisation, depuis l'entreprise sans aucun enregistrement jusqu'à la société à responsabilité limitée. Les petites entreprises ne forment donc pas un ensemble homogène du point de vue de leur statut et de leur mode de fonctionnement.

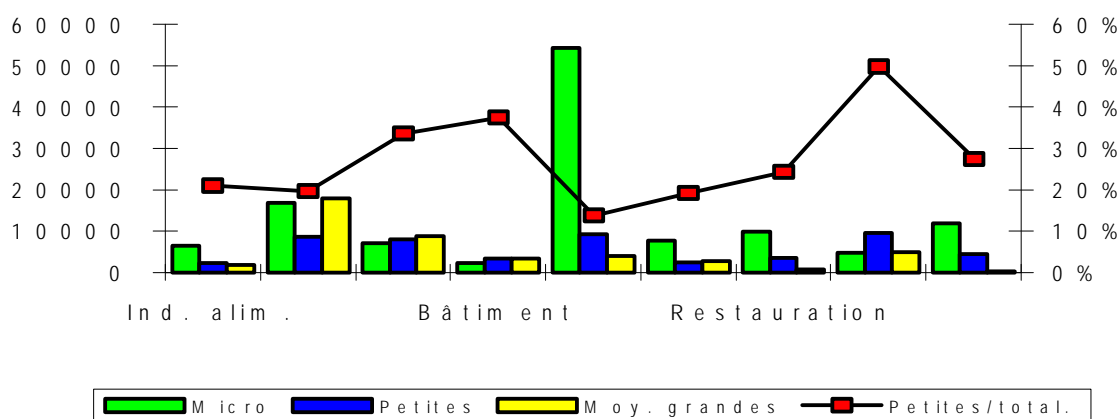
Les données disponibles ne permettent pas d'étudier de manière détaillée d'autres aspects de la formalisation des petites entreprises. Le fichier des contributions, non informatisé et décentralisé par commune, est d'une exploitation délicate sur ce point. Les statistiques de la Caisse Nationale d'Assurance et Prévoyance Sociale enregistrent moins de 3000 personnes dans les petites

entreprises industrielles d'Antananarivo, ce qui montre un très faible taux d'enregistrement légal à ce niveau. Globalement, il semble que les petites entreprises respectant la totalité de la législation sont très minoritaires.

2.1.2. Branches et activités

a) Répartition par branche

Graphique 3: Répartition de l'emploi par branche et taille d'entreprise



L'effectif employé dans les petites entreprises est le plus important dans les branches services aux entreprises et collectivités (9600), commerce (9300), industrie textile (8500) et autres industries (8000). Mais c'est dans les branches services aux entreprises et aux collectivités (50%), bâtiment (37%) et autres industries (34%) que les petites entreprises contribuent le plus fortement à l'emploi.

Une forme de spécialisation des branches vers une certaine taille d'entreprise semble ressortir de l'analyse. Ainsi, les branches commerce, restauration, services aux ménages, branches privilégiées du secteur informel, apparaissent particulièrement adaptées à la micro-entreprise. Les branches industrie textile et autres industries sont celles où les grandes entreprises ont le poids le plus élevé. Enfin, les branches services aux entreprises et collectivités et bâtiment sont les branches les plus adaptées à la petite entreprise.

La branche industrie textile est caractérisée par un profil particulier, où les moyennes et grandes entreprises d'une part, les micro-entreprises d'autre part génèrent un emploi largement supérieur à celui de la petite entreprise. En dépit du niveau tout de même important de l'emploi dans les petites entreprises de cette branche (8.500), le textile pourrait être représentatif du "Missing middle" dans la répartition des entreprises. C'est la seule branche qui possède cette caractéristique à Antananarivo.

b) Activités des petites entreprises

Au-delà de la branche d'activité, il est intéressant de s'interroger sur la nature précise des activités des petites entreprises. L'exploitation des différents fichiers d'entreprise, en particulier le fichier MINAS¹⁵, et les informations rassemblées par certains organismes d'appui permettent de se faire, qualitativement, une idée relativement précise sur la nature des activités exercées par la majorité des petites entreprises¹⁶.

Les petites entreprises semblent pouvoir majoritairement être classées en trois groupes de nature distincte.

- des activités traditionnellement adaptées à la petite entreprise: Restaurant, Hôtel, Boulangerie, Bâtiment, Commerce général, Commerce d'import export, Imprimerie, Garage, Matériaux de construction (briqueterie)

Ces activités sont très diverses et appartiennent à toutes les branches. Leur caractéristique commune est sans doute d'être des activités adaptées à la petite entreprise, que l'on retrouve à l'identique dans tous les pays en développement, même en l'absence de dynamique entrepreneuriale. Il s'agit soit d'entreprises largement informelles, dont l'activité exige un personnel relativement important -bâtiment, boulangerie, hôtel-restaurant, garage-, soit de segments de l'industrie qui ont été délaissés par le "secteur moderne" au profit des petits investisseurs nationaux -imprimerie, briqueterie, bâtiment. On peut encore ajouter à cette dernière catégorie des activités telles que la décortiquerie, la menuiserie, la menuiserie métallique, le petit outillage agricole.

- des activités industrielles liées aux spécialisations du pays: Menuiserie, Travail du bois, Confection, Broderie, Artisanat d'art, Produits de la mer, Cosmétique (huiles essentielles), Bijouterie, Café,

Contrairement aux précédentes, ces activités sont spécifiques à Madagascar, quant à la nature des produits réalisés. Elles sont effectivement ou potentiellement exportatrices. Elles représentent un emploi important. C'est peut-être précisément ce segment d'entreprises industrielles qui fait la particularité de Madagascar par rapport à d'autres pays africains en renforçant le secteur des petites entreprises.

¹⁵ Ce fichier qui recense et classe plus de 4000 entreprises dont 1.500 petites entreprises au moins est tout à fait remarquable. Nous saisissons l'occasion de remercier la Société MINAS pour avoir accepté de partager leur information au cours de la réalisation de cette étude.

¹⁶ Le fichier MINAS a été exploité de façon à faire ressortir les "produits" pour lesquels les petites entreprises sont les plus nombreuses. Cette liste a ensuite été discutée et complétée avec certains responsables de structures d'appui aux petites entreprises.

- des services hautement qualifiés: Agence de voyages, Tour operator, Location de voiture, Etude, Conseil, Bureautique, Pharmacie, Informatique (formation, vente, services), Formation, Communication, Presse, Publicité, Electronique, Centre de santé,

Ces activités expliquent le poids important des petites entreprises dans les "services aux entreprises et collectivités". Elles sont très majoritairement situées dans la capitale. Leur développement est probablement récent. Ces activités marquent un nouveau type de petites entreprises dont la technicité est au moins égale à celle des plus grandes entreprises. Cela concerne apparemment les seuls services. S'il ne faut pas en attendre d'exportation directe (en dehors du tourisme), il est en revanche probable que l'émergence de ces petites entreprises contribue positivement à la compétitivité globale de l'économie malgache.

2.1.3. Profil du personnel

a) a/ L'ensemble du personnel

L'enquête emploi permet d'analyser les profils personnels de l'effectif des petites entreprises, et de les comparer à ceux des micro-entreprises d'une part et des moyennes et grandes entreprises d'autre part.

L'examen de ces profils fait apparaître un certain nombre de caractéristiques du personnel des petites entreprises. L'ancienneté dans l'emploi est la même selon que l'on se place au niveau des petites entreprises qui ont survécu ou des plus grandes. En revanche, les petites entreprises se distinguent par des caractéristiques bien particulières, que reprend le tableau ci-dessous.

Tableau 7: Caractéristiques du personnel selon la taille d'entreprise (emploi secondaire et tertiaire à Antananarivo)

	Micro- entreprises	Petites entreprises	Moy. et grandes entreprises	Total
Taux de masculinité	51%	63%	57%	55%
Age moyen	33.6	32.9	33.1	33.4
% chef de famille	42%	44%	48%	44%
% conjoint de chef de ménage	28%	17%	21%	24%
% enfant de chef de ménage	20%	29%	24%	23%
% célibataire	27%	35%	29%	29%
% étranger	0.7%	2.0%	0.9%	1.0%
% vivant depuis toujours à Tana	64%	68%	66%	65%
% ayant suivi enseign. supérieur	7%	16%	15%	10%
Nombre moyen d'années d'étude	7.0	8.7	9.2	7.8

Source : en quête emploi MADIO

Le personnel des petites entreprises est plus masculin, plus jeune en moyenne (mais avec des écarts très faibles avec les autres classes), plus fréquemment en position de célibataire et de fils du chef de famille (et le plus rarement en position de conjoint), plus fréquemment originaire d'Antananarivo, et plus fréquemment d'un niveau scolaire supérieur¹⁷. On remarque également que les étrangers sont en proportion supérieure, bien que faible, dans les petites entreprises. Un profil-type se dessine clairement dans l'ensemble des actifs des petites entreprises : celui d'un homme jeune, célibataire, habitant avec ses parents, vivant depuis toujours à Antananarivo et d'un niveau d'étude supérieur. Il ne s'agit pas d'un profil majoritaire, mais plutôt d'un profil de personnes davantage représenté dans cette catégorie d'entreprises que dans les autres catégories. Il est tentant de rapprocher ce type de profil des activités de services hautement qualifiés définies précédemment.

D'autres profils, proches de ceux que l'on retrouve plus fréquemment dans les micro-entreprises, ressortent également de l'analyse. Ainsi, les petites entreprises comptent une proportion plus importante de jeunes que les moyennes ou grandes entreprises, mais aussi de plus de 55 ans. De même, la proportion de personnes d'un niveau d'étude supérieur y est légèrement plus importante, mais également celle des personnes d'un niveau d'études primaire ou sans niveau d'études.

b) Les cadres¹⁸

Le taux d'encadrement (proportion de cadre sur le total des employés) est de 16% pour les moyennes et grandes entreprises et de 13% pour les petites entreprises, en considérant les déclarations des enquêtés (est considéré comme cadre celui qui se déclare comme tel). Mais si l'on se limite au taux d'encadrement supérieur, celui-ci devient plus élevé pour les petites entreprises (4.3%) que pour les entreprises de plus grande taille (3.5%).

Bien qu'il faille interpréter les résultats sur les cadres supérieurs avec prudence¹⁹, il semblerait que ces derniers soient globalement plus nombreux dans les petites entreprises (2400) que dans les entreprises de plus grande taille (1500). 54% des cadres supérieurs d'Antananarivo travailleraient dans les petites entreprises.

¹⁷ Toutes choses égales par ailleurs, ces caractéristiques n'apparaissent pas significatives. Ainsi un modèle PROBIT effectué sur la variable à expliquer petites entreprises/moyennes et grandes entreprises fait apparaître comme facteur significatif positivement le sexe masculin, la position de fils du chef de famille, le statut de célibataire. A l'inverse ni l'âge, ni la nationalité étrangère, ni la résidence depuis toujours à Tana, ni la fréquentation de l'enseignement supérieur ne sont des facteurs significatifs. Enfin, le nombre d'années d'étude ressort comme un facteur significativement négatif de l'appartenance à une petites entreprises (par rapport à l'appartenance à une moyenne ou grande entreprise).

¹⁸ Il s'agit des cadres salariés, non compris les patrons.

¹⁹ Seuls 57 cadres supérieurs ont été enquêtés.

On pourrait penser que l'on se qualifie de cadre plus facilement dans une petite entreprise que dans une entreprise plus grande, et que de ce fait le niveau moyen d'étude des cadres y serait plus faible. Il n'en est rien au contraire, comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 8 : Niveau d'études des cadres des petites, moyennes et grandes entreprises

	Cadres supérieurs		Cadres moyens	
	% étude supérieur	Nb moy. années étude	% étude supérieur	Nb moy. années étude
Petites entrep.	90%	16.0	48%	12.4
Moy et grand. entrep.	75%	15.2	39%	12.4

Source : Enquête emploi MADIO

Le niveau des cadres semble être plutôt plus élevé dans les petites entreprises.

Les cadres sont également plus jeunes dans les petites entreprises (37.8 ans contre 39.9 ans dans les moyennes et grandes entreprises) et occupent leurs emplois depuis moins longtemps (4.6 ans contre 7.3 ans).

Tous ces résultats laissent à penser que les petites entreprises constituent un débouché très important pour les diplômés, (et particulièrement les jeunes diplômés) à Madagascar, qui pourrait expliquer le niveau réduit du chômage des diplômés dans la capitale²⁰. Cela est, semble-t-il, confirmé lorsque l'on regarde l'occupation professionnelle des personnes de niveau d'étude supérieur.

Tableau 9 : Emploi des actifs occupés de niveau d'éducation supérieur

	% des actifs occupés de niveau d'étude supérieur	% des actifs occupés de moins de 30 ans de niveau d'étude supérieur
Micro-entreprises	37%	35%
Petites entreprises	35%	38%
Moyennes et grandes entreprises	28%	27%
Total	100%	100%

Source : enquête emploi MADIO

Les petites entreprises emploient 35% des actifs occupés de niveau supérieur et apparaissent comme le principal employeur de jeunes de niveau supérieur : 38% des moins de 30 ans sortant des études supérieures à Antananarivo travaillent dans les petites entreprises.

c) Les patrons

L'enquête emploi, s'adressant aux ménages, n'a permis d'interroger que 61 patrons de petites entreprises. Les résultats sont donc à regarder comme de simples indications, d'autant plus que la comparaison avec les patrons de plus grandes unités n'est pas possible, et que les patrons des

²⁰ Voir L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo. Projet MADIO. 1995.

petites entreprises de la strate supérieure (plus de 20 personnes) sont très peu nombreux dans l'échantillon.

Les patrons des petites entreprises semblent être très majoritairement des hommes (75% contre 52% pour les micro-entreprises), âgés de 42 ans en moyenne (20% ont moins de 30 ans contre 36% dans les micro-entreprises) et ayant en moyenne suivi 8.2 années de scolarité. Les patrons des petites entreprises sont donc très notablement moins instruits que leurs cadres: près de 40% ont un niveau d'éducation primaire et 13% seulement un niveau supérieur.

3. La dynamique des petites entreprises

Les enquêtes exploitées jusqu'à présent ne contiennent que des informations statiques sur les entreprises de la capitale malgache. Elles ne permettent donc pas d'appréhender la dynamique des entreprises et notamment d'éclairer les questions soulevées en introduction, à savoir, par exemple, si le segment intermédiaire d'entreprises mis en lumière dans la première partie provient de l'extension d'anciennes micro-entreprises.

Pour appréhender cette question de la dynamique d'entreprise, nous avons entrepris une enquête sur 150 entreprises, sélectionnées sur les bases de données des enquêtes précédemment citées (enquête emploi, secteur informel, recensement industriel). Les entreprises ont été tirées aléatoirement sur les fichiers de ces enquêtes de façon à représenter quatre branches d'activités - industrie alimentaire, textile, bois et services aux entreprises- et cinq strates de taille d'entreprises- 1 actifs, 2 à 5 actifs, 6 à 9 actifs, 10 à 19 actifs et 20 à 30 actifs_ . Les quatre branches ont été sélectionnées pour représenter largement l'éventail des activités des petites entreprises. Les tailles d'entreprises ont été retenues de façon à mesurer et à comparer les dynamiques de croissance des micro et des petites entreprises.

Tableau 10 : Echantillon des entreprises enquêtées sur leur dynamique

	Ind. Alim.	Textile	Bois	Serv. entrep.	Total
Par branches	28	39	40	29	136
	1 actif	2-5 actifs	6-9 actifs	10-19 actifs	20-30 actifs
Par nombre d'actifs	15	44	33	37	8

Les entreprises sélectionnées ont été interrogées sur le nombre d'actifs travaillant au moment de l'enquête (1996), et rétrospectivement en 1995, 1994, 1993 et 1992, ainsi qu'à la date de création de l'entreprise. Il faut noter que l'on disposait d'une source de recoupement pour l'année 1995 puisque ces entreprises avaient déjà été enquêtées cette année là.

D'un point de vue méthodologique, cette source de recoupement joue un rôle important. Elle permet d'une part de vérifier la véracité des informations fournies (alors que jusqu'à présent les résultats des enquêtes sur les trajectoires d'entreprises étaient tributaires de la bonne foi ou de la mémoire des entrepreneurs). Elle permet en outre de mesurer un taux de disparition en 1995 (qui est de 7 entreprises sur 150, 10 si l'on ajoute les 3 entreprises qui ont déménagé sans que l'on sache si elles continuent ou non leur activité). Il est ainsi possible de redresser les résultats obtenus sur la période 1995-1996 en introduisant dans l'analyse un biais de sélection. Cette analyse sera développée dans la suite de nos travaux.

Les évolutions constatées sur une année semblent toutefois très difficiles à expliquer. L'étude de la dynamique des entreprises sur les quatre dernières années apporte davantage d'enseignements. Il faut par là-même renoncer à une étude sur échantillon constant (le notre n'étant constitué que de deux points très rapprochés), et s'appuyer sur les renseignements fournis par les entrepreneurs enquêtés en 1996 concernant l'historique de leur entreprise.

3.1. La croissance des entreprises

Sur les quatre dernières années, chaque petite entreprise de l'échantillon (définie comme ayant entre 6 et 30 actifs) a cru à un rythme de 8% par an, créant en moyenne 1 emploi sur la période. Si l'on rapproche ce chiffre du nombre retenu de petites entreprises à Antananarivo (4200), on a une idée approximative (car on ne connaît pas le nombre d'entreprises créées sur la période, et qu'il faudrait également tenir compte du nombre d'emplois détruits par la disparition d'entreprises) de la contribution potentielle à la création d'emploi du segment intermédiaire d'entreprises.

Concernant l'ensemble des micro et petites entreprises enquêtées, chacune d'entre elles a créé en moyenne 0.6 emplois sur les quatre dernières années. Elles ont cru, en outre, à un taux moyen de 14% depuis qu'elles existent. Ces données qui se situent dans la fourchette moyenne d'autres relevés comparables effectués dans les pays en développement²¹ sont toutefois à interpréter avec prudence.

En premier lieu, les résultats dépendent de l'échantillon qui n'est pas représentatif de l'ensemble des petites entreprises de la capitale. Les généralisations ou comparaisons des résultats obtenus

ne peuvent donc être qu'indicatives. En second lieu, le taux de croissance de l'emploi ne tient pas compte des disparitions d'entreprises²². Il ne s'agit pas d'un taux de croissance calculé sur un échantillon constant.

Toutefois, ces lacunes ne compromettent pas la qualité de l'étude qui suit. Elle se focalise en effet sur l'explication des trajectoires individuelles d'entreprises et non sur la mesure de la création d'emplois dans le secteur de la petite entreprise.

3.2. Les déterminants de la croissance des petites entreprises

Afin d'analyser les déterminants de la croissance des petites entreprises, nous avons testé les effets de différentes variables de structure -caractéristiques du chef d'entreprise et de son personnel, caractéristiques de départ de l'entreprise, type d'activité, etc...- sur la croissance des entreprises de l'échantillon. Trois variables ont été retenues pour mesurer cette dernière : le taux de croissance annuel moyen de l'emploi, calculé sur la durée d'existence de l'entreprise, le nombre annuel moyen d'emplois créés, calculé sur la même période et le taux de croissance mesuré sur les quatre dernières années. Notons que les indicateurs calculés sur une année (création d'emplois entre 1995 et 1996, ou taux de croissance sur cette période) ne peuvent être expliqués de manière significative par aucune des variables étudiées. La croissance sur un an semblant aléatoire, elle n'est pas étudiée ici.

La méthode de l'analyse de la variance a été retenue car la plupart des variables explicatives étudiées sont qualitatives ou se prêtent davantage à une analyse par classes qu'à une analyse continue. Le test effectué pour chaque variable mesure si les moyennes de la création d'emploi pour chaque classe de la variable explicative sont significativement différentes.

²¹ Liedholm et Mead calculent les taux de croissance moyens par entreprise pour une quinzaine d'enquêtes réalisées dans des pays d'Afrique subsaharienne, essentiellement anglophones. Ces taux s'échelonnent en milieu urbain de 9% (Niger et Zimbabwe) à 24% (Afrique du Sud). Toutefois ces calculs nous semblent contestables. Ils reposent sur le calcul de la moyenne sur l'ensemble des entreprises des taux de croissance annuels de chaque entreprise depuis sa création. Ces taux sont déjà difficilement comparables (et additionnables) pour deux entreprises de taille très différentes, plus encore ils portent sur des périodes différentes pour chaque entreprise. Enfin, il semblerait que les auteurs aient utilisé un mode de calcul erroné (page 18 note de bas de page de leur article de 1993) pour calculer le taux de croissance annuel en divisant la variation relative de l'emploi par le nombre n d'années, plutôt que d'en prendre la racine $n^{\text{ième}}$.

²² On peut toutefois noter que 10 entreprises n'ont pas été retrouvées sur les 160 que contenait l'échantillon initial, ce qui donne un taux de disparition de 6.25% sur un an (taux, lui aussi, seulement indicatif, car non représentatif du taux de disparition des micro et petites entreprises malgaches).

Tableau 11 : analyse de la variance de la création annuelle d'emplois, du taux de croissance annuel, et du taux de croissance annuel de l'emploi calculé sur 4 ans

		Création annuelle d'emplois		Taux de croissance annuel		Taux de croissance annuel calculé sur 4 ans	
Variables explicatives		significativité des variables (type III)	Estimation des coef	significativité des variables (type III)	Estimation des coef	significativité des variables (type III)	Estimation
Caractéristiques du chef d'entreprise							
Sexe	Masculin Féminin	NS		NS		NS	
Niveau scolaire	primaire secondaire techn secondaire général supérieur	NS		0.06 (F value : 2.46)	-0.16 (0.009) -0.1 (0.16) -0.05 (0.2) REF	NS	
Type d'activité							
Branche	Alimentaire Bois Services Textile	0.3 (F value : 1.15)	0.24 (0.5) 0.55 (0.07) 0.15 (0.6) REF	0.3 (F value : 1.25)	0.06 (0.2) 0.08 (0.05) 0.05 (0.3) REF	0.02 (F value : 3.5)	0.06 (0.15) 0.11 (0.003) 0.03 (0.55) REF
Caractéristiques de l'entreprise à de sa création							
Age de l'entreprise	1-3 ans 4-6 ans 7-11 ans 12-19 ans 20 ans et plus	0.0004 (F value : 5.6)	1.5 (0.0001) 0.94 (0.0135) 0.4 (0.23) 0.4 (0.3) REF	0.0001 (F value : 7.1)	0.23 (0.0001) 0.16 (0.004) 0.05 (0.34) 0.06 (0.3) REF	NS	
Capital investi en début d'activité	[0-500000 Fmg]]500000- 1000000] > 1000000 FMg	NS		NS		NS	
Nombre d'emplois lors de la création	1 actif 2-5 actifs 6-9 actifs 10-19 actifs 20 actifs et plus	0.0001 (F value : 16.8)	6.4 (0.0001) 6.5 (0.0002) 7.05 (0.004) 7.13 (0.0025) REF	0.0005 (F value : 5.4)	0.6 (0.0001) 0.51 (0.0002) 0.48 (0.004) 0.46 (0.0025) REF	0.0001 (F value : 13.5)	0.55 (0.0001) 0.54 (0.0001) 0.45 (0.0001) 0.45 (0.0001) REF
F-value : 6.8 / Pr > F : 0.0001 / R ² : 0.49 F-value : 4.4 / Pr > F : 0.0001 / R ² : 0.37 F-value : 4.26 / Pr > F : 0.0001 / R ² : 0.54							

Un premier résultat de l'analyse est le constat de l'absence d'effets significatifs de certaines variables. Ainsi, le sexe du chef d'entreprise ou le niveau de capital investi en début d'activité n'apparaissent pas comme des facteurs influant le nombre d'emplois créés par une entreprise.

Le niveau scolaire du chef d'entreprise explique en partie le taux de croissance annuel de l'emploi (bien qu'une seule opposition semble significative, celle entre niveau supérieur et niveau primaire).

Quant à la branche d'activité, elle explique peu le taux de croissance annuelle ou la création annuelle d'emplois, mais semble influencer de manière plus significative le taux de croissance calculé sur 4 ans.

En définitive, seuls le nombre d'emplois lors de la création et l'âge de l'entreprise apparaissent comme des variables largement significatives de la dynamique de croissance des entreprises, ce qui est cohérent avec les résultats présentés en introduction.

La liaison constatée entre la croissance de l'entreprise et son âge est très largement significative que ce soit lorsque l'on considère le taux de croissance annuelle, ou la création annuelle d'emplois. Cependant, elle cesse de l'être pour expliquer le taux de croissance annuelle mesuré sur les quatre dernières années.

Tableau 12 : Croissance selon l'âge de l'entreprise

âge de l'entreprise	3 ans ou moins	4-6 ans	7-11 ans	11-19 ans	20 ans et plus
Taux de croissance annuel (coefficient de variation)	0.27 (0.3)	0.17 (0.2)	0.09 (0.07)	0.04 (0.03)	0.02 (0.02)
Création annuelle d'emplois	1.35	0.79	0.48	0.18	0.09
Taux de croissance annuel calculé sur les quatre dernières années	0.04	0.09	0.084	0.072	
Nombre d'entreprises enquêtées	36* 11**	26* 25**	27* 15**	15* 18**	19*

** indicateurs calculés sur les quatre dernières années

Ces résultats sembleraient montrer que la croissance d'une micro ou petite entreprise se fait essentiellement dans les premières années de son existence. Par la suite, l'emploi se stabiliserait voire déclinerait. Ainsi, l'âge n'a qu'une influence modeste sur le taux de croissance annuel mesuré sur les quatre dernières années, car la création d'emplois totale de l'entreprise serait en partie rapidement acquise, et donc faible sur les quatre dernières années pour les entreprises les moins jeunes. En revanche, la création annuelle moyenne d'emplois diminue au fur et à mesure du vieillissement de l'entreprise.

Remarquons également que le coefficient de variation du taux de croissance annuel diminue au fur et à mesure que l'âge de l'entreprise augmente, traduisant une uniformisation progressive des trajectoires.

Complexe est également la relation entre la croissance des entreprises et leur taille de départ. Cette dernière est toujours un facteur significatif mais dont le sens s'inverse selon les indicateurs de croissance choisis. Ainsi, globalement, le taux de croissance est d'autant plus fort que la taille de départ de l'entreprise est faible, alors que la création d'emploi est d'autant plus élevée que l'emploi de départ est important. Cette relation est en partie triviale, dépendant de la nature des indicateurs définis : plus on est petit, plus il est facile de croître en valeur relative et plus il est difficile de croître en valeur absolue.

Pourtant, la liaison réelle entre croissance de l'entreprise et taille de départ n'est pas aussi régulière qu'on pourrait le supposer.

Tableau 13 : Création d'emploi selon la taille lors du démarrage de l'entreprise

Actifs lors du démarrage de l'entreprise	1 actif	2-5 actifs	6-9 actifs	10 actifs et plus
Taux de croissance annuel	0.18 (0.3)	0.15 (0.16)	0.14 (0.14)	0.02 (0.23)
Création annuelle d'emplois	0.31	0.73	1.3	-0.07
Nombre d'entreprises enquêtées	33	49	32	9
Taux de croissance annuel calculé sur les quatre dernières années en fonction du nombre d'actifs présents dans l'entreprise en 1992	0.11 (21 entr) 0.14 (12 entr)	0.09 (28 entr) 0.12 (28 entr)	0.03 (19 entr) 0.06 (17 entr)	-0.04 (4 entr) -0.05 (13 entr)

On constate que la création annuelle d'emplois est la plus forte pour les entreprises ayant entre 6 et 9 actifs au départ, alors qu'elle est négative pour les entreprises ayant démarré avec 10 actifs et plus. Certes ce résultat est à prendre avec prudence. Neuf entreprises seulement ayant démarré avec 10 actifs et plus ont été enquêtées. Par ailleurs, par construction de l'échantillon, on retrouvera plus facilement dans ce dernier les entreprises de 10 actifs et plus qui ont stagné ou régressé au départ, que celles ayant fortement progressé, et qui de ce fait sont sorties du champ de l'enquête. Toutefois, parmi les 32 entreprises ayant démarré entre 6 et 9 actifs, une seule a vu son emploi diminuer, alors que c'est le cas de la moitié de celles qui ont démarré à 10 actifs et plus.

De plus, on remarque que le taux de croissance annuelle des entreprises de 6 à 9 actifs lors de leur création est presque aussi élevé que les taux constatés pour les classes inférieures. Il est donc possible que l'on soit en présence de dynamiques différentes selon la taille de départ de l'entreprise, en faveur de la classe allant de 6 à 9 actifs.

Enfin, la liaison entre taille de l'entreprise et taux de croissance s'avère négative. Les résultats obtenus sur Antananarivo sont ainsi conformes avec les résultats des enquêtes réalisées dans les autres pays. Le taux de croissance moyen annuel décroît avec la taille des firmes, et devient très faible pour les firmes de dix actifs et plus.

De façon à éliminer l'impact mécanique de la taille de l'entreprise sur le taux de croissance annuel, on essaie d'expliquer cet indicateur pour chaque catégorie de tailles. Seule l'analyse concernant les entreprises de 1 ou 2 actifs est « presque » satisfaisante (F value : 2 / R²=0.35). 53 entreprises sont concernées. Les deux variables les plus significatives sont l'âge de l'entreprise et le niveau scolaire du chef d'entreprise : la référence étant le niveau scolaire supérieur, tous les autres niveaux scolaires ont une incidence négative, et particulièrement le niveau secondaire technique et le niveau primaire.

Si l'on se replace au niveau de l'échantillon global, on a vu que le niveau scolaire avait également une incidence sur le taux de croissance de l'emploi.

Tableau 14 : Création d'emplois selon le niveau scolaire du chef d'entreprise

Niveau scolaire	primaire	sec techn	sec général	supérieur
Taux de croissance annuel	0.04	0.07	0.14	0.19
Création annuelle d'emplois (NS)	0.14	0.57	0.53	1.1
Nombre d'entreprises enquêtées	19	7	45	52

Bien que faiblement explicative relativement à l'âge ou au nombre d'actifs de l'entreprise en début d'activité, la variable niveau scolaire du chef d'entreprise influence le taux de croissance annuel de l'entreprise dans le sens attendu. L'analyse de la variance a montré qu'un niveau scolaire supérieur influençait de manière très significative cet indicateur relativement à un niveau primaire. Le tableau ci-dessus illustre cette analyse.

Enfin, la branche d'activité ressort comme étant également un élément explicatif significatif de la variable « taux de croissance de l'emploi mesuré sur quatre ans », tout en étant moins significatif pour les deux autres indicateurs.

Tableau 15 : Création d'emplois selon la branche d'activité

Branche d'activité	Agro-alim.	Bois	Serv. aux entr.	Textile
Taux de croissance annuel	0.14	0.16	0.17	0.10
Taux de croissance annuel calculé sur les 4 dernières années	0.1	0.1	0.01	0.06
Création annuelle d'emplois	0.75	1	0.76	0.33
Nombre d'entreprises enquêtées	24	36	28	35
	14*	22*	10*	23*

* : entreprises créées avant 1993, pour lesquelles il est possible de calculer un taux de croissance annuel sur les quatre dernières années.

L'effet de l'activité sur la création d'emplois est principalement dû à l'opposition des branches bois et textile²³. Cette dernière est largement constituée de micro-entreprises peu dynamiques et récentes (ce qui explique que la variable explicative branche ne soit plus significative lorsque l'on considère les indicateurs annuels de croissance). Cela doit être rapproché du profil particulier remarqué précédemment pour la branche textile, présentant les caractéristiques du missing middle.

L'effet spécifique de la branche bois ressort souvent dans les analyses de la variance, qui sont « toutes choses égales par ailleurs », mais apparaît moins nettement dans la comparaison des moyennes, qui sont le résultat d'effets cumulés.

Dans les deux autres branches, les dynamiques totales sont assez similaires avec 4 à 5 emplois créés en moyenne, mais la branche agro-alimentaire, composée d'entreprises plus anciennes, se distingue par des indicateurs de croissance annuelle plus faibles.

3.3. De la micro à la petites entreprise

Si l'on rapproche la taille actuelle des petites entreprises enquêtées de leur taille de départ, on obtient une mesure de la variabilité de l'emploi dans ces entreprises.

Tableau 16 Taille des petites entreprises à leur création et au moment de l'enquête Analyse réalisées sur les entreprises ayant 4 ans et plus.

Taille act. de l'entrep.	Taille de l'entreprise à sa création					Total
	1 actif	2-5 actifs	6-9 actifs	10-19 actifs	20 et +	
1 actifs	7 (100%) (31.8%)	0	0	0	0	7 (100%)
2-5 actifs	12 (46%) (54.5%)	13 (50%) (38.2%)	0	0	1 (4%)	26 (100%)
6-9 actifs	3 (13%) (13.6%)	13 (56.5%) (38.2%)	6 (26%) (24%)	1 (4.5%)	0	23 (100%)
10-19 actifs	0	8 (30%) (23.5%)	15 (55.5%) (60%)	4 (14.5%)	0	27 (100%)
20-30 actifs	0	0	4 (100%) (16%)	0	0	4 (100%)
Total	22 (100%)	34 (100%)	25 (100%)	5 (100%)	1 (100%)	87

On remarque que les entreprises qui ont moins de 10 actifs ne diminuent pas leur niveau d'emploi. Sans doute disparaissent-elles plus facilement en cas de difficultés.

Mais, le tableau montre surtout que la mobilité des petites entreprises entre les différentes strates de nombre d'actifs est assez élevée. En particulier, on ne décèle aucun seuil qui semblerait

²³ Si l'on sépare dans les tests la branche textile des autres branches considérées globalement alors, la branche devient un facteur explicatif de tous les indicateurs de croissance.

infranchissable. Ainsi 45% des entreprises de 2 à 5 actifs qui ont été enquêtées ont débuté avec 1 actif ; 69% des entreprises de 6 à 9 actifs ont débuté avec moins de 6 actifs ; 85% des entreprises de 10 à 19 actifs ont débuté avec moins de 10 actifs et enfin les 4 entreprises de l'échantillon qui ont aujourd'hui plus de 4 ans et entre 20 et 30 actifs ont débuté avec moins de 20 actifs. En dépit des différences dans les modes de gestion entre ces différentes classes d'entreprises (salarial, enregistrement, comptabilité, etc... cf supra), il n'y a pas d'étanchéité entre les secteurs de la micro et de la petite entreprise. Si un effet de seuil dans la croissance des entreprises existe, il se situe au delà de 20 actifs (à titre indicatif, on remarque en effet que parmi les 5 entreprises qui avaient entre 10 et 19 actifs à leur création, aucune n'a aujourd'hui plus de 20 actifs).

Ce résultat est du reste tout à fait cohérent avec le constat du poids important des petites entreprises, puisqu'à contrario l'effet de seuil est justement évoqué pour justifier l'éventuelle absence d'entreprises intermédiaires. Toutefois, on a également pu vérifier qu'une part importante de la croissance des petites entreprises se fait dans ses premières années. Ainsi s'il n'existe pas de seuil fixe qu'il serait difficile de franchir pour les micro-entreprises, en revanche il existe probablement bien en fonction de la taille de départ de l'entreprise une limite (que l'on pourrait appeler seuil mobile) qui ne peut être dépassée que dans le cas rare d'une croissance prolongée dans le temps.

Conclusion

L'étude des petites entreprises d'Antananarivo met en évidence une distribution continue des entreprises. Non seulement les petites entreprises sont en nombre important dans la capitale malgache, mais elles présentent des caractéristiques qui en font probablement un enjeu de développement très important. Elles sont très présentes dans les secteurs les plus dynamiques de l'économie. Elles emploient plus de cadres que les entreprises plus grandes, et ces derniers y sont plutôt mieux formés. Les petites entreprises sont devenues le premier employeur de jeunes diplômés.

Les résultats de l'analyse dynamique de l'emploi dans les micro et petites entreprises concordent avec la constatation d'une distribution continue d'entreprises. La mobilité des entreprises par tranche d'emploi est assez forte. Bien que la croissance des petites entreprises soit limitée par leur taille de départ, on ne peut mettre en évidence un seuil fixe d'emploi difficilement franchissable, qui représenterait une barrière à la croissance des micro et petites entreprises.

Ces résultats contredisent assez largement une partie des constatations empiriques, et de leurs explications théoriques, établies dans plusieurs pays en développement (voir introduction).

Antananarivo est-il un cas particulier ? Assiste-t-on à de nouvelles dynamiques entrepreneuriales dans certaines régions en développement ? Ces questions restent posées.

On peut également revenir sur l'idée selon laquelle le phénomène de Missing-Middle résulterait d'un artéfact statistique. Dans cette étude, l'analyse statique de la distribution d'entreprises à Antananarivo a pu être menée en utilisant une base statistique originale et rarement disponible. Elle s'est appuyée sur des déclarations recueillies auprès des ménages, recoupées par des informations issues d'enquêtes d'entreprises. Habituellement, les analyses s'appuient uniquement sur ce dernier type de données. Habituels de longue date au dualisme, les systèmes de statistique d'entreprises l'ont intégré en se scindant en deux systèmes d'investigation disjoints portant sur le secteur moderne et sur le secteur informel. Il est possible que cette approche masque partiellement le segment intermédiaire des petites entreprises. Les instruments de mesure et d'analyse adaptés à la vision duale pourraient avoir tendance à reproduire cette dualité, si bien que le missing middle serait en partie une vérité qui s'auto-entretiendrait. Il s'agit là d'une hypothèse qui demanderait à être examinée à travers d'autres analyses empiriques.

Bibliographie

- Blaug M.: *La pensée économique, origine et développement*, Economica, 1991
- Chuta E., 1990 : *A Nigerian Study of Firm Dynamics* (mimeo)
- H. De Soto (1987) : *El otro sendero. La revolucion informal, instituo libertad y democracia*, Lima
- D.Evans, 1987 : « *Test of Alternative Theories of Firms Growth* », journal of political economy, vol.95, N°4.
- B.Jovanovic, 1982 : « *Selection and the Evolution of Industry* ».Econometrica, vol.50, N°3
- P.Kilby (1971) : *Entrepreneurship and economic development strategies in Subsaharan Africa* , New York, Free Press,MacMillan
- P.Kilby, 1988 : *Breaking the Enterpreneurial Bottleneck in Late-Developing Countries : Is there a useful Role for Government ?* in United Nations, Journal of Development Planning, No18, pp221-249
- C.Liedholm : *Small scale Industry in Africa : Dynamics issues and the role of policy*, in Stewart, Lall and Wangué, Alternative Development strategies in subsaharan Africa, McMillan.
- C.Liedholm, D.Mead (1987) : *Small scale industries in developing countries : empirical evidence and policy implications*, Michigan State University International Development, Working paper n°9, (« *Determinants of the demand for and supply of small scale enterprises activities* »)
- I.Little, D.Mazumdar, J.Page, 1987 : *Small Manufacturing Enterprises : a Comparatine Analysis of India and other Economies*. Oxford University Press
- Macpherson M.A. 1995 : *The hasards of small firms in Southern Africa*, The Journal of Development Studies, vol32, N°1, October 1995
- E.Mansfield, 1962 : *Entry, Gibrat's Law, Innovation, and the growth of firms*, The American Economic Review, vol52, 1962
- D.Naudet : *Les petites entreprises à Madagascar, le missing-middle retrouvé*, DIAL/MADIO, 1996
- J.M.Page, W.F.Steel : *Le developpement des petites entreprises : questions économiques tirées du contexte africain*, Banque mondiale 1986
- Simon H. and C.P.Bonini (1958) : *The size distribution of business firms*, American Economic Review, vol48, N°4

Aluko,1970

Blaug, M. : *La pensée économique, origine et développement*, Cambridge, Economica, 4°éd. 1986.

Cortes, Berry et Ishaq, 1987

Chuta et Liedholm, 1985

Chuta, 1990

Davies et alii, 1984

De Soto, 1986

Evans, 1987

Favereau, 1995

Hart and Prais, 1956

Jovanovic, 1982

Kilby, 1970

Liedholm et Mead, 1993

Lucas, 1978

MacPherson

Mansfield, 1962

Milimo et Fisseha, 1986

Savoye, 1997

Simon et Bonini, 1958